

MODELE DE CONTRAT DE TRAVAIL DE MASSEUR-KINESITHERAPEUTE EN MILIEU SPORTIF

CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE INDETERMINEE

ENTRE:

La structure sportive, par exemple:

La Fédération sportive du

Société: ...

Dénomination sociale,

Forme sociale,

Capital social,

Numéro RCS,

Siège social,

Représentée par ... (indiquer la fonction ou la qualité)

-l'Association sportive de

Siège social,

Représentée par

-la Société

Dénomination sociale,

Forme sociale,

Capital social,

Numéro RCS,

Siège social,

Représentée par ... (indiquer la fonction ou la qualité)

Ci-après dénommée: «**la structure sportive**»

D'une part,

ET

Madame ou Monsieur X, masseur-kinésithérapeute,

Inscrit au tableau du conseil départemental de (...) sous le numéro (...),

Demeurant (...)

Ci-après dénommé: «**le praticien**»

D'autre part,

Sont convenus de conclure le présent contrat de travail, établi conformément aux Dispositions en vigueur du code de la santé publique, du code de déontologie des masseurs-kinésithérapeutes, du code du travail ainsi que de la convention collective nationale du sport.

Article 1: Objet

Madame ou Monsieur X est recruté par la structure sportive afin d'effectuer tous actes relevant de sa compétence professionnelle auprès des sportifs lui appartenant, avant, pendant et après les activités sportives d'entraînement ou de compétition.

Il peut également effectuer des actes au bénéfice des dirigeants et des personnels participant aux activités sportives d'entraînement ou de compétition organisées par la structure sportive.

Article 2: Obligations du masseur-kinésithérapeute

A cette fin, le masseur-kinésithérapeute s'engage à :

- être présent pendant les activités sportives d'entraînement ou de compétition auxquelles participe la structure sportive.
- réaliser des actes préventifs et contribuer à la préparation physique des sportifs.
- donner des soins à ces mêmes sportifs dans les conditions prévues à l'article L 4321-1 Du code de la santé publique.
- participer aux actions de prévention du dopage conduites dans le cadre de la Structure sportive.

Article 3: Mise à disposition par la structure sportive des moyens nécessaires à l'exercice de la masso-kinésithérapie

En contrepartie, la structure sportive s'engage à :

- présenter aux athlètes et à l'ensemble du personnel Madame ou Monsieur X comme étant le (ou l'un des) masseur(s)-kinésithérapeute(s) de la structure.
- mettre à disposition les locaux adéquats, les moyens matériels et les produits consommables nécessaires et suffisants aux actes habituels de la compétence d'un masseur-kinésithérapeute. Les fournitures du matériel paramédical, son renouvellement, son entretien ainsi que celui des locaux sont à la charge de la structure.

Article 4: Respect des règles déontologiques et professionnelles

Le praticien s'engage à respecter les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exercice de la profession de masseur-kinésithérapeute et à maintenir son activité dans des limites telles que les patients bénéficient de soins consciencieux, éclairés, attentifs et prudents, conformes aux données acquises de la science.

Le praticien garde la possibilité d'exercer une autre activité, sans pouvoir user de ses fonctions pour accroître une éventuelle clientèle personnelle.

Il prendra toutes dispositions afin d'éviter toute confusion possible entre ses activités au sein de la structure sportive et celles de son exercice libéral ou hospitalier s'il a par ailleurs cet exercice.

4-1 Indépendance du praticien

En application de l'article R. 4321-136 du code de la santé publique, le fait pour le masseur-kinésithérapeute d'être lié dans son exercice professionnel par le présent contrat n'enlève rien à ses devoirs professionnels et en particulier à ses obligations concernant le secret professionnel et l'indépendance de ses décisions.

En aucune circonstance, il ne pourra accepter de limitation à son indépendance dans son exercice professionnel de la part de la structure sportive. Il doit toujours agir, en priorité, dans l'intérêt des personnes, de leur sécurité et de la santé publique.

A ce titre, la structure sportive s'engage à ne pas demander au masseur-kinésithérapeute d'effectuer des actes contraires à sa mission et à informer préalablement le masseur-kinésithérapeute de toutes les décisions pouvant avoir des conséquences sur la santé du sportif.

4-2 Respect du secret professionnel

Le masseur-kinésithérapeute adopte toutes mesures appropriées pour que soit strictement préservé le secret médical à l'occasion de ses interventions et en particulier pour que des renseignements et documents médicaux à caractère nominatif ne puissent être divulgués.

4-3 Conservation des dossiers des patients

Indépendamment du dossier médical personnel prévu par la loi, le masseur-kinésithérapeute doit tenir pour chaque patient un dossier qui lui est personnel; il est confidentiel et comporte les éléments actualisés, nécessaires aux décisions diagnostiques et thérapeutiques. Dans tous les cas, ces documents sont conservés sous la responsabilité du masseur-kinésithérapeute.

Les locaux et installations fournis par la structure sportive devront permettre la conservation de ces dossiers et garantir leur confidentialité.

4.4. Libre choix

En application de l'article R. 4321-57 du code de la santé publique, le masseur-kinésithérapeute respecte le droit que possède toute personne de choisir librement son masseur-kinésithérapeute.

Article 5: Respect de la réglementation relative à la lutte contre le dopage

Le masseur-kinésithérapeute doit exercer son activité dans le strict respect de la législation et de la réglementation relative à la lutte contre le dopage.

A ce titre, il participe aux actions de prévention du dopage qu'il peut initier si elles ne sont pas déjà conduites dans le cadre de la structure sportive.

Il appelle l'attention du médecin tout particulièrement sur les modifications physiologiques ou risques de pathologies, notamment iatrogènes, qu'il aurait pu noter lors de son examen.

De son côté, la structure sportive s'engage à n'exercer aucune pression sur le masseur-kinésithérapeute de nature à enfreindre la législation et la réglementation relatives à la lutte contre le dopage.

Article 6: Durée du contrat

Le masseur-kinésithérapeute est engagé pour une durée indéterminée à compter du (...).

-pour une durée hebdomadaire ou mensuelle de (...)

-pour Heures par mois (préciser les jours et heures de présence).

- X jours/ Année

Les trois premiers mois à compter de la signature du présent contrat constitueront la période d'essai pour les contrats CDI temps plein.

Le renouvellement de la période d'essai est exceptionnel et limité à une fois : il doit être motivé et signifié par écrit.

Article 7: Responsabilités et assurances

D'une part,

L'employeur est responsable du dommage causé par son préposé dans les fonctions auxquelles il l'a employé, sous réserve que le salarié agit sans excéder les limites de la mission qui lui est impartie par son employeur.

À ce titre, l'employeur a prévu dans ses contrats d'assurances les clauses garantissant son préposé masseur-kinésithérapeute pour sa Responsabilité Civile Professionnelle en adéquation avec la mission qui lui est confiée. Il délivrera une attestation détaillée et nominative en ce sens sur simple demande.

D'autre part,

Le masseur-kinésithérapeute, conformément à l'article 4-1 et suivants du présent contrat, doit pouvoir justifier d'une assurance Responsabilité Civile Professionnelle personnelle, établie conformément à sa pratique auprès de sportifs de tout niveau (amateur, haut niveau, semi-professionnel, professionnel), garantissant sa pratique professionnelle avant, pendant et après ses activités sportives d'entraînement ou de compétition, en France et à l'étranger. Il adressera l'attestation en ce sens sur simple demande.

Article 8: Rémunération

Pour son activité, le masseur-kinésithérapeute perçoit

- un salaire brut annuel de (...) €
- une vacation journalière de (...) €

Il ne peut, en aucun cas, accepter de rémunération ou d'avantage matériel liés directement aux résultats des sportifs.

En cas de déplacement, les frais de transport, d'hébergement et de restauration du masseur-kinésithérapeute sont pris en charge par la structure sportive.

En dehors de la rémunération qu'il perçoit pour l'exercice au sein de cette structure Le masseur-kinésithérapeute est remboursé de toutes les autres dépenses justifiées par l'exercice de son activité.

Sa rémunération ne devra en aucun cas, se trouver liée à des normes de productivité, de rendement horaire ou toute autre disposition qui aurait pour conséquence une limitation ou un abandon de son indépendance ou une atteinte à la qualité des soins.

Article 9: Statut cadre

Le masseur-kinésithérapeute possède le statut de cadre salarié, ce qui lui permet de bénéficier du régime de retraite complémentaire des cadres. Lui sont également applicables, les dispositions obligatoires concernant le régime fiscal et la sécurité sociale, la convention et/ou l'accord collectif.

Article 10: Congés

Le masseur-kinésithérapeute bénéficie d'un congé annuel. Il peut prendre ce congé, en accord avec l'employeur, à des dates compatibles avec les nécessités de son service.

Article 11: Formation continue

La formation continue dont bénéficie le masseur-kinésithérapeute porte notamment sur la protection de la santé des sportifs et la lutte contre le dopage.

A ce titre la structure lui accorde la possibilité de suivre des stages de formation continue sans que cela lui soit déduit de son salaire ou de ses jours de congés.

Article 12 : Résiliation

La partie qui veut mettre fin au présent contrat doit prévenir son cocontractant trois mois à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le délai de préavis au cours de la période d'essai respectera les délais de prévenance du code du travail L 1221-25

Sans préjudice des motifs de résiliation de droit commun, la structure peut résilier purement et simplement le contrat sans indemnités, ni préavis dans le cas-où le masseur-kinésithérapeute se rendrait coupable, dans l'exercice de sa profession, d'une faute sanctionnée par une interdiction d'exercice de plus de trois mois.

Article 13: Contentieux

13-1 Conciliation

En cas de difficultés soulevées par l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, préalablement à toute action contentieuse, à soumettre leur différend à une tentative de conciliation confiée au Conseil Départemental de l'Ordre des Masseurs Kinésithérapeutes de (...) / ou à toute personne choisie par elles.

13-2 Tribunal

En cas d'échec de la conciliation, les contestations seront portées devant le Conseil des Prud'hommes compétent.

Article 14: Absence de contre-lettre

Les cocontractants certifient sur l'honneur qu'il n'existe aucune contre-lettre au présent contrat.

Article 15: Communication à l'Ordre

Conformément aux articles L.4113-9 et R.4321-127 du code de la santé publique, le présent contrat ainsi que tout avenant sera communiqué au Conseil Départemental de l'Ordre des Masseurs-Kinésithérapeutes de (...) dans le délai d'un mois à compter de sa signature.

Fait-le (...)

A (...)

En (...) d'exemplaires

Madame ou Monsieur X

La structure sportive

Nom, fonction et signature du représentant légal + cachet

Ce contrat a été mis en place et répond aux exigences du CNOSF, de l'AKEF, de La SFMKS, avec la collaboration de l'ordre national des MK, du bureau médical du ministère des sports et de la vie associative, et de MKS assurances.

Ce contrat a été validé et déclaré conforme au code de déontologie de la profession par le Conseil National de l'Ordre des Masseurs Kinésithérapeutes et l'ensemble de son conseil d'administration lors de la séance du 20 Mars 2009